

Salle tripartite	<b>Enjeux panafricains : Point sur les archives du continent africain</b>  <b>Lundi 26 novembre</b> <b>14:00-15:30</b>  <i>Enjeux panafricains ; Gouvernance</i>  <i>Bilingue</i>  <b>PRÉSIDENT : Jamaâ BAIDA</b> Directeur des Archives du Maroc	<b>Les Archives nationales de 54 pays d'Afrique à un instant "t"</b>	Les 54 pays d'Afrique ne disposent pas tous d'archives nationales officielles, bien que tous comptent des fonctionnaires et des citoyens qui comprennent la valeur de leur patrimoine culturel et s'emploient à réunir, préserver et faciliter l'accès à des archives qui peuvent témoigner de l'histoire de leur pays. Cette présentation donnera un aperçu de la situation des archives nationales dans ces 54 pays à partir de données recueillies entre septembre 2016 et décembre 2017.	EN	Patricia Franks Professeure, Université d'État de San José	États-Unis
	<b>Pilotage des archives : un objectif toujours d'actualité?</b>	Cette étude portera sur l'élaboration de méthodes de préservation et de conservation de fonds et sur l'impact des normes nationales et internationales sur les processus décisionnels permettant d'aboutir aux spécifications pour les nouveaux bâtiments d'archives. Les normes ont-elles amélioré les méthodes de conservation ? Le savoir intégré est-il un véritable savoir ? Dans quelle mesure les professionnels de l'archivage sont-ils parvenus à assurer une bonne gestion des fonds qui leur sont confiés ? L'auteur s'appuiera également sur les résultats de la récente étude globale sur les archives africaines.	EN	Jonathan Rhys-Lewis, Consultant	Royaume-Uni	
Vestibule 2	<b>Archives au service de la démocratie : la législation</b>  <b>Lundi 26 novembre</b> <b>14:00-15:30</b>  <i>Objectifs de développement durable ; Gouvernance</i>  <i>Bilingue</i>  <b>PRÉSIDENT : Pr. Laurent Charles Boyomo Assala</b> Directeur de l'École supérieure des Sciences et Techniques de l'Information et de la Communication, Université de Yaoundé II, Cameroun	<b>Enjeux du statut patrimonial des archives face à la transformation digitale: I</b>	Les archives sont des documents conservés pour pouvoir prouver des droits ou témoigner des activités. Un patrimoine quant à lui renvoie à un héritage commun ou individuel. La transformation digitale, elle, se caractérise par des changements induits par des technologies numériques. Comment ces technologies impactent-elles les documents d'archives produits sous forme papier ? Une tentative de réponse est proposée à travers la présente communication.	FR	Alain Boutchang, Mikael Salaun Président Exécutif, Association Centre de Gestion Agréé CoPME; PDG, eDocGroup	Cameroun
	<b>Enjeux du statut patrimonial des archives face à la transformation digitale: II</b>	Les archives sont des documents conservés pour pouvoir prouver des droits ou témoigner des activités. Un patrimoine quant à lui renvoie à un héritage commun ou individuel. La transformation digitale, elle, se caractérise par des changements induits par des technologies numériques. Comment ces technologies impactent-elles les documents d'archives produits sous forme papier ? Une tentative de réponse est proposée à travers la présente communication.	FR	Thérèse Marcelle Akamba Chef de service de la documentation et des archives, Caisse nationale de prévoyance sociale	Cameroun, France	
	<b>Une décennie de mise en œuvre du système national d'archives d'État au Mozambique : impact, enseignements et enjeux</b>	L'adoption du Système national des archives d'État, en août 2007, a marqué une étape importante dans la gestion des documents d'activité et des archives du Mozambique. En effet, depuis la mise en œuvre de ces instruments réglementaires, il y a maintenant dix ans, nous pouvons constater avec une certaine satisfaction une amélioration en ce qui concerne l'organisation des documents d'activité et des archives, l'accès à l'information et la préservation des mémoires institutionnelles. Toutefois, la gestion des documents d'activité et des archives dans les institutions administratives mozambicaines reste confrontée à un certain nombre de défis, principalement en lien avec l'organisation et le fonctionnement du Système des archives.	EN	Fabio Nhatsave, Arlanza Dias Chef de service, Président de l'Office de la République de Mozambique, Directrice générale, Centre national de documentation et d'information du Mozambique	Mozambique	
	<b>Les archives des pouvoirs exécutif et législatif aux Archives nationales (France) : entre gouvernement et contrôle de l'État</b>	En France, au cours du XIXe siècle les archives deviennent pleinement sources pour écrire l'histoire, et non plus de simples outils de gouvernance. En parallèle, l'idée d'un contrôle de l'État par la conservation et le recours aux archives émerge. Aux Archives nationales, le regroupement des fonds relevant du pouvoir exécutif, des organes de contrôle de l'État et des Assemblées contribuent à cette idée de gouvernance et de contrôle de l'État et des institutions démocratiques par le biais des archives.	FR	Marie Ranquet Responsable des archives des Assemblées du Contrôle de l'Etat, Archives nationales (France)	France	
Salle B	<b>S'impliquer pour le patrimoine : production participative et engagement communautaire</b>  <b>Lundi 26 novembre</b> <b>14:00-15:30</b>  <i>Objectifs de développement durable ; Patrimoine</i>  <i>Anglais</i>  <b>PRÉSIDENTE : Pr. Rosemary Shafack</b> Professeur, Université de Buéa, Cameroun	<b>Projet de numérisation des archives du Pendjab</b>	Le projet de numérisation des archives du Pendjab vise à réconcilier l'histoire du Pakistan avec son présent et son avenir. L'accès à ces archives vivantes, non seulement constituées de documents du passé, mais aussi de l'histoire orale et publique, restées confidentielles durant des décennies, va ouvrir de vastes champs de recherche et révolutionner l'étude de l'Asie du Sud. Les crises actuelles que connaît le Pakistan sont ancrées dans un contexte particulier, pas toujours historiquement fiable, et ces archives deviendront donc une source privilégiée pour la réappropriation de l'histoire du Pakistan.	EN	Yaqoob Khan Bangash Directeur, Projet de numérisation des archives du Pendjab, Université des technologies de l'information (IT University)	Pakistan
	<b>Exploration de notre identité collective : Initiatives japonaises pour commémorer le 150e anniversaire de la restauration de Meiji</b>	L'année 2018 marque le 150 <sup>e</sup> anniversaire de la période de modernisation du Japon, que l'on appelle la « restauration de Meiji ». Pour commémorer cet anniversaire, le gouvernement japonais a pris l'initiative d'organiser une série d'événements pour lancer une réflexion sur notre identité collective. Cette intervention présente plusieurs projets de sensibilisation du public aux archives, menés en collaboration avec les Archives nationales du Japon et d'autres institutions archivistiques à l'aide des technologies numériques, en tirant judicieusement avantage de la politique gouvernementale en la matière.	EN	Masanao Terasawa Spécialiste principal des questions archivistiques, Archives nationales du Japon	Japon	

Vestibule 2	<p><b>TABLE RONDE : Enjeux panafricains : Gouvernance documentaire en Afrique</b></p> <p><b>Lundi 26 novembre 15:45-17:15</b></p> <p><i>Enjeux panafricains ; Gouvernance</i></p> <p><i>Bilingue</i></p> <p><b>PRÉSIDENT : Pr. Christophe Mbida Mindje</b> Archéologue ; Directeur du Patrimoine Culturel (DPC/MINAC), Cameroun</p>	<p><b>Une gestion documentaire moderne au service d'une bonne gouvernance (Une culture de la gestion documentaire pour garantir la qualité des fonds d'archives et améliorer la prestation de services)</b></p>	<p>Cet exposé permettra une discussion sur le système et le processus de gestion stratégique des documents, qui assure l'élaboration et la vérification systématiques de documents en utilisant un plus grand nombre de mots (données) sur une quantité moins importante de papier. Une telle démarche permet de réduire le nombre de documents et d'en améliorer la qualité, mais aussi de repenser la création, l'enregistrement et la conservation des documents conformément à des pratiques modernes de gestion des documents, qui fournissent aux dépôts des documents présentant une réelle valeur et favorisent une prestation de services efficace et rapide de la part des services responsables de la gestion des documents d'activité.</p>	EN	Umar Tijjani Directeur administratif, State House, Gouvernement fédéral du Nigeria	Nigeria
		<p><b>Archives et lutte contre le détournement des deniers publics en Afrique</b></p>	<p>Cette communication analyse l'apport potentiel des archives dans la lutte contre le détournement des deniers publics en Afrique. Ce phénomène étant l'un des plus grands défis auquel est confrontée la gouvernance du continent, nous voulons analyser le lien qui existe entre les archives, la gouvernance et le développement. Partant des contraintes archivistiques spécifiques à l'Afrique, cette communication propose des solutions pour l'exploitation optimale des archives dans le cadre de la lutte contre ce fléau.</p>	FR	Alphée Yannick Hilaire Ngalli Ngomo II Archiviste, Banque des États de l'Afrique Centrale	Cameroun
		<p><b>Les archives et la bonne gouvernance en Afrique centrale</b></p>	<p>La mauvaise gouvernance est un frein au développement économique et coûte cher. La prise en compte de cet aspect devient un défi majeur pour les économies de l'Afrique centrale. D'où la nécessité de trouver des solutions aux problèmes de gouvernance au moment où la croissance semble redécoller. Une des solutions consiste à considérer les archives comme outil de démocratie et de bonne gouvernance et à élaborer de bonnes politiques en matière d'archives.</p>	FR	Jean-Claude Mbassi Ndzengue Documentaliste Archiviste, Communauté Economique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC)	Gabon
		<p><b>Une gestion documentaire moderne au service d'une bonne gouvernance (Une gestion documentaire économique – une nouvelle panacée pour une bonne gouvernance)</b></p>	<p>Il s'agit d'une thèse visant la mise en œuvre d'un système et d'un processus de gestion stratégique des documents permettant de repenser la création, l'enregistrement et la conservation d'archives, conformément à des pratiques modernes de gestion documentaire. Ces dernières se traduisent par la livraison de documents présentant une réelle valeur aux dépôts d'une Organisation, une économie d'espace optimale et une baisse des frais de gestion, une utilisation efficace et plus rentable des ressources et une meilleure gouvernance, tout en favorisant à terme le développement d'une nation. Autrement dit, une nouvelle panacée pour assurer une bonne gouvernance.</p>	EN	Matthew Aboi Responsable des archives, Archives de l'État du Nigeria, Abuja. FGN	Nigeria
		<p><b>Bâtiment et sécurité des archives : cas des archives de la ville d'Edéa</b></p>	<p>Un bâtiment d'archives doit respecter plusieurs normes pour le bien des documents qu'il abrite, à savoir, la prévention des inondations, les éclairages, la résistance au sol, les conditions climatiques, etc. Malheureusement, dans les pays en développement tels que le Cameroun, cette logique n'est pas suffisamment ancrée dans les priorités. C'est le cas de l'ancienne préfecture d'Edéa, qui sert officieusement de dépôt d'archives malgré son état avancé de dégradation, aussi dangereux pour les documents que pour les êtres humains.</p>	FR	Esther Joselyne Tonye, Richard Patrick Etoh Edjangue Doctorants, Université de Douala	Cameroun
Salle A	<p><b>Archivage de la mémoire : la décolonisation</b></p> <p><b>Lundi 26 novembre 15:45-17:15</b></p> <p><i>Enjeux panafricains ; Mémoire</i></p> <p><i>Bilingue</i></p> <p><b>PRÉSIDENT : Pr. Daniel Abwa</b> Professeur, Secrétaire Général de l'Université de Yaoundé I, Cameroun</p>	<p><b>Les transferts d'archives coloniales vers la France. Le cas de Madagascar</b></p>	<p>L'indépendance approchant, des archivistes français sont dépêchés à Madagascar pour trier les archives et préparer les expéditions vers la France. Alors que, dans le même temps, les Archives nationales malgaches sont créées, le pays se voit déposséder d'une partie significative des archives le concernant. Au travers du cas malgache, nous proposons de réinterroger les transferts d'archives opérés par les puissances coloniales, en s'intéressant à la fois aux faits, à leur justification et à leurs conséquences.</p>	FR	Charly Jollivet Docteur en archivistique, TEMOS (CNRS)	France
		<p><b>L'Afrique indépendante face à ses archives entre défis et opportunités</b></p>	<p>La problématique de l'organisation, de la gestion et de l'accès au savoir et à la mémoire reste entière dans les pays en développement, en l'occurrence ceux de l'Afrique subsaharienne. La période des indépendances, jusqu'aux années 1980, (caractérisée par un développement des archives dans les politiques publiques grâce à l'aide de la coopération internationale) a été suivie par deux décennies de restrictions budgétaires et de recul du développement des archives. Au cours des années 2000, l'avènement des TIC et de la communication dans les administrations, mais aussi une exigence de transparence administrative, ont des répercussions positives dans la tenue des archives.</p>	FR	Adama Aly Pam Chef archiviste, UNESCO	France
		<p><b>Préservation du patrimoine de l'administration coloniale allemande au Cameroun : un projet commun</b></p>	<p>Cette présentation donne un aperçu général de la teneur et des résultats de la récente collaboration entre le Goethe-Institut de Yaoundé, les Archives nationales du Cameroun, le ministère allemand des Affaires étrangères et les Archives fédérales allemandes. Ce projet vise à sauvegarder les documents qui traitent des relations entre l'Allemagne et le Cameroun et à mieux les faire connaître au public. Il repose sur les trois piliers que sont la préservation, la numérisation/présentation en ligne et les relations publiques.</p>	EN	Tobias Herrmann Chef du service des relations publiques et des affaires internationales, Bundesarchiv (Archives fédérales)	Allemagne
		<p><b>Archives coloniales déplacées du Cameroun, au-delà du devoir de mémoire, un patrimoine culturel à reconstruire</b></p>	<p>Le présent article s'attelle à interroger la dimension patrimoniale des archives coloniales déplacées du Cameroun. À partir de l'ancrage des archives comme élément du patrimoine d'un pays, il s'agit de mettre en exergue les déterminants de la patrimonialité de ces archives et indiquer que le seul motif du devoir de mémoire ne peut être le levier à partir duquel on actionnerait l'ouverture et la communication des documents concernés.</p>	FR	Élisée Amour 2 Eyenga Ndjomo Délégué Départemental des Arts et de la Culture, Ministère des Arts et de la Culture	Cameroun
Salle B	<p><b>Patrimoine photographique</b></p> <p><b>Lundi 26 novembre 15:45-17:15</b></p> <p><i>Patrimoine</i></p> <p><i>Bilingue</i></p> <p><b>PRÉSIDENT : Dr. Augustin Charles Mbia</b> Expert information et communication ; Chargé de cours, Université de Yaoundé 2-Soa, Cameroun</p>	<p><b>Au-delà de la numérisation. Disparition ou aube des Archives photos de presse camerounaises de Buéa ?</b></p>	<p>Entre 2013 et 2015, dans le cadre des <i>African Photography Initiatives</i> (Initiatives africaines en matière de photographie), il a été procédé à la numérisation des négatifs et des planches contact des Archives photographiques de la presse camerounaise de Buéa et à la mise en place d'une base de données. Ces photographies documentent une partie essentielle de l'histoire du Cameroun, mais sont difficilement accessibles et exposées au climat tropical extrême. Cet exposé ne se contentera pas de présenter succinctement le projet, mais décrira en détail les moyens permettant d'assurer une conservation durable des documents d'archives ainsi qu'un accès sans entrave à leurs pendants numériques.</p>	EN	Rosario Mazuela Codirecteur d'African Photography Initiatives, Initiatives africaines en matière de photographie, Centre d'études africaines, Université de Bâle	Suisse
		<p><b>Akkasah : un nouveau modèle pour la préservation du patrimoine photographique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord</b></p>	<p>Créé en 2014, le Centre Akkasah pour la photographie de l'Université de New York à Abou Dhabi (NYUAD) abrite des archives du patrimoine photographique du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord. Nos archives, qui ne cessent de croître, contiennent plus de 65 000 images, qui ont toutes été numérisées et cataloguées en interne. Cet exposé traite des enjeux liés à la constitution et à la conservation d'archives photographiques dans une région où beaucoup d'archives sont menacées de disparition.</p>	EN	Ozge Calafato Chargé de projet, Akkasah NYU Abou Dhabi	Émirats arabes unis
		<p><b>Vers une nouvelle ère pour la gestion du patrimoine photographique. Enjeux et opportunités</b></p>	<p>Nous entrons dans une nouvelle ère de gestion du patrimoine photographique. En quelques années à peine, les choses ont bien trop changé pour être abordées avec les mentalités, les compétences et les outils qui étaient auparavant suffisants. Cet exposé vise à dresser une feuille de route concernant ces transformations, en encourageant une réflexion professionnelle sur des modèles de fonctionnement que nous devrions probablement abandonner, si nous voulons que nos services et nos confrères puissent assurer une véritable fonction d'intérêt public et répondre aux attentes des citoyens.</p>	EN	Joan Boadas i Raset Archiviste municipal, Ajuntament de Girona (Ville de Gérone)	Espagne
		<p><b>Appropriation des images sur l'Afrique : de la nécessité de préserver les productions photographiques du continent L'expérience de l'École du Patrimoine Africain-EPA</b></p>	<p>L'Afrique, berceau de l'humanité, a vécu à son rythme les développements technologiques et scientifiques. Des preuves confirment que l'Afrique n'est pas une terre sans histoire et sans progrès. Les côtes africaines ont été les premières à adopter ces nouvelles technologies dont la photographie au lendemain de son invention en Europe. Ceci a permis de constituer d'importantes collections photographiques, qui sont confrontées à des problèmes de conservation et de vente illicite. C'est pour apporter de nouvelles approches que l'EPA lance le programme « Initiative panafricaine de sauvegarde des fonds photographiques ».</p>	FR	Franck Komlan Ogou Coordinateur, École du Patrimoine Africain	Bénin

Salle tripartite	<p><b>Table ronde : Le Cap 2003 - Yaoundé 2018 : Les archives et les droits de l'homme, quinze ans après</b></p> <p>Mardi 27 novembre 10:00-11:30</p> <p><i>Enjeux panafricains ; Mémoire</i></p> <p><i>Bilingue</i></p> <p>PRÉSIDENTE ET MODÉRATRICE : Giulia Barrera Archiviste, Direction générale des Archives, Italie</p>	<p><b>Documentation et droits de l'homme dans le monde des affaires</b></p>	<p>Depuis plusieurs décennies, des auteurs de violations des droits de l'homme semblent ne jamais faire l'objet de poursuites. De nombreux cas ont d'ailleurs été dénoncés dans des pays africains. Approuvés en 2011, les Principes directeurs des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'homme ont atteint de nouveaux sommets en matière de droits de l'homme dans les entreprises, mais seule l'élaboration de politiques de gestion des documents d'activité et de systèmes archivistiques en permettra une véritable application.</p>	FR	<p>Bianca Bazaco Jefa de Equipo de Gestión Documental, Inspección de archivos/Subdirección General de Archivos de la Comunidad de Madrid / Responsable de l'Unité de gestion documentaire, Inspección des Archives, Sous-Direction Générale des Archives, Communauté de Madrid</p>	Espagne
		<p><b>Archives et droits de l'homme : le projet « livres »</b></p>	<p>En 2018, nous célébrons le 70<sup>e</sup> anniversaire de l'ICA et de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Il est donc tout à fait opportun que l'ICA entreprenne la publication d'un ouvrage destiné à constituer LA référence universelle sur le thème des archives et des droits de l'homme. Cet exposé présente le projet de livre, tel qu'approuvé pour publication par Routledge, avec un aperçu, des études de cas, les leçons tirées et les perspectives pour l'avenir.</p>	EN	<p>Jens Boel Indépendant</p>	Danemark
		<p><b>Justice transitionnelle au Togo et rôle des archives</b></p>	<p>Les « commissions vérité et réconciliation » sont devenues, depuis les premières expériences des années 1980 dans l'Amérique Latine, jusqu'à l'aboutissement sud-africain en 1995, et ses échos dans de nombreux pays, une composante fréquente des politiques de sortie de la répression autoritaire. Notre communication explore la problématique du rôle des archives dans les régimes de répression comme outil et moyen de la répression, et leur usage actuel par les commissions Vérité dans les processus de réconciliation nationale.</p>	EN	<p>Adama Aly Pam Chef archiviste, UNESCO</p>	Sénégal
		<p><b>Quinze années de réalisations du groupe archives et droits de l'Homme - Le Cap 2003- Yaoundé 2018</b></p>	<p>Les actions de sensibilisation menées depuis 2003 en direction des défenseurs des droits de l'Homme ont permis aux archivistes de bénéficier de leur soutien et d'obtenir des Nations Unies la reconnaissance de l'importance des archives pour l'exercice du droit à la vérité dans les sociétés en transition démocratique. D'autres actions ont été menées pour aider les ONG à préserver leurs archives et les archivistes à traiter les fonds concernant les droits de l'Homme.</p>	FR	<p>Perine Canavaggio Consultante indépendante</p>	France
Vestibule 2	<p><b>Objectifs de développement durable des Nations Unies : ODD 16, pour des institutions responsables et inclusives</b></p> <p>Mardi 27 novembre 10:00-11:30</p> <p><i>Objectifs de développement durable ; Gouvernance</i></p> <p><i>Bilingue</i></p> <p>PRÉSIDENT : Pr. Emmanuel Pondi Expert en relations internationales ; Vice-Recteur, l'Université de Yaoundé I, Cameroun</p>	<p><b>Vers la réalisation de l'objectif de développement durable n° 16 par les gouvernements du Nigéria : le rôle des archives</b></p>	<p>La gouvernance au Nigeria est menacée par la corruption. À tous les niveaux, l'État s'attelle à la résolution de ces problèmes au service d'une bonne gouvernance. Ces actions déployées par le gouvernement sont axées sur l'Objectif de développement durable (ODD) n° 16. Afin d'assurer la réalisation de l'ODD 16, les services d'Archives font partie des institutions susceptibles de se révéler des alliés précieux pour le gouvernement nigérian, car les archives sont indispensables à la gouvernance. Cet exposé décrit le rôle des services d'Archives et formule des recommandations en vue de la réalisation de l'ODD 16.</p>	EN	<p>Ese Eunice Anenene; Olawale Temitope Oyewole Doctorants, Université d'Ibadan</p>	Nigeria
		<p><b>Les archives diplomatiques : un héritage unique sur les camerounais de l'étranger</b></p>	<p>Cet exposé constitue une contribution qui entre en droite ligne avec un des sous-thèmes de la conférence, à savoir : mémoire. Il s'agit pour nous d'analyser l'enjeu que représentent les archives du ministère des Relations extérieures dans la connaissance des Camerounais vivant à l'étranger, et l'enjeu que représente leur conservation pour le futur.</p>	FR	<p>Jacquette Fleur Bella Assen Chef du service du Fichier et des Fonds, Ministère des Relations Extérieures du Cameroun</p>	Cameroun
		<p><b>Déclaration universelle des archives (DUA) : Contributions en faveur de la gouvernance, de la mémoire et du patrimoine</b></p>	<p>La Déclaration universelle des archives (DUA) est une déclaration de solidarité qui a été élaborée par l'ICA et approuvée par l'UNESCO en 2011. Nous analyserons son utilisation dans divers pays et groupes minoritaires afin de parvenir à des sociétés et une justice inclusives, ainsi que pour mettre en place des institutions responsables et inclusives. En outre, la présentation sera l'occasion d'examiner le rôle de la DUA dans le soutien aux archivistes et aux gestionnaires de documents dans l'exercice de leurs responsabilités professionnelles.</p>	EN	<p>Claude Roberto Président, Groupe d'experts en sensibilisation de l'ICA</p>	Canada
		<p><b>La gouvernance de l'information dans les institutions comme levier d'atteinte de l'objectif n° 16 du Programme des Nations Unies pour le développement durable</b></p>	<p>SerdLab, en émettant le concept de « gouvernance de l'information », précise que l'organisation de l'information est nécessaire au bon fonctionnement des institutions et entreprises à partir d'une perspective de gestion des documents et de l'information. Dans le cadre de notre réflexion, nous nous proposons d'explorer ce concept, afin de comprendre comment ce dernier peut se positionner comme levier dans l'atteinte de l'objectif no 16, du Programme des Nations Unies pour le développement durable.</p>	FR	<p>Jean Baptiste Bebissemegnie Archiviste, Records Manager, Ministère des Relations Extérieures/ESSTIC</p>	Cameroun
Salle A	<p><b>Archivage de la mémoire : archiver les expériences et témoignages des minorités</b></p> <p>Mardi 27 novembre 10:00-11:30</p> <p><i>Mémoire</i></p> <p><i>Bilingue</i></p> <p>Dr. Richard Awono Chargé de cours, Université de Yaoundé II, Cameroun</p>	<p><b>Invisibles et moins visibles : rééquilibrer les mémoires par les archives, bâtir un patrimoine commun</b></p>	<p>Les Archives nationales de France veulent répondre aux attentes sociétales en matière d'accès aux droits et de représentativité du patrimoine :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- mémoires à préserver : témoins et victimes de conflits ;</li> <li>- mémoires à rééquilibrer : invisibilité des femmes ;</li> <li>- mémoires minoritaires : associations, militants.</li> </ul> <p>Cette préoccupation se traduit par de nouvelles formes de collecte, par une réflexion sur les instruments de recherche et par des actions de valorisation spécifiques.</p>	FR	<p>Rosine Lheureux Mission des partenariats scientifiques et relations internationales, Archives nationales</p> <p>Françoise Lemaire Mission des partenariats scientifiques et relations internationales, Archives nationales</p>	France
		<p><b>Vue d'ensemble du savoir autochtone camerounais : enjeux et perspectives de sa gestion durable à des fins de développement</b></p>	<p>Les savoirs autochtones (SA) et les archives orales constituent un élément sociétal vital en Afrique, en général, et au Cameroun, en particulier. Malgré cela, leur documentation et leur préservation ont été entravées par le peu d'attention accordée à une gestion durable. Plus particulièrement, les SA et les archives orales dans plus de 285 dialectes locaux sont en péril. Cet exposé donne un aperçu des savoirs autochtones du Cameroun et propose des solutions pour la gestion durable de ceux-ci et des archives orales au Cameroun, dans le cadre des Objectifs de développement durable des Nations Unies.</p>	EN	<p>Charles Wirsiy Kiven Bibliothécaire/archiviste/Conférencier associé, Université de Buea</p>	Cameroun

<b>Salle B</b>	<b>Préservation du patrimoine à travers les archives culturelles</b>  <b>Mardi 27 novembre</b> <b>10:00-11:30</b>  <i>Patrimoine</i>  <i>Bilingue</i>  <b>PRÉSIDENTE : Monique Rocourt</b> <b>Conseillère spécial sur le patrimoine auprès du ministre de la Culture d'Haïti et de l'Association du tourisme d'Haïti</b>	<b>L'affaire Messi-Chitalu sur le record de buts marqués en une année civile : un exemple de l'importance des archives dans le sport à l'échelle internationale</b>	De nos jours, les médias sociaux facilitent le partage et la diffusion d'images, de sons et de vidéos. Par conséquent, les procédures de conservation des données restent méconnues, ce qui peut entraîner un grand risque de piratage, de falsification et de perte d'authenticité pour nos archives personnelles. Grâce à l'évolution technologique et l'adaptation des normes, nous pouvons leur assurer une conservation à long terme.	EN	Francis Garaba Conférencier, Université de Kwazulu-Natal	Afrique du Sud
		<b>Les archives littéraires au Cameroun : présentation</b>	Faisant suite au succès de l'initiative menée en Namibie en 2015, un premier atelier de deux jours sur les Archives littéraires du Cameroun s'est tenu à Yaoundé en février 2018. Sur une centaine de participants, environ soixante-dix se sont portés volontaires pour entreprendre des recherches sur les auteurs camerounais, en vue de transférer aux Archives nationales une bonne partie de leur patrimoine culturel. Tirant les enseignements des exemples de la Namibie et du Cameroun, la présentation traitera des moyens qui permettraient de collecter de tels documents sur le continent africain, en particulier dans les pays n'ayant pas encore une tradition en matière de collecte de documents personnels et de fonds littéraires.	EN	David Sutton Président, Section sur les archives littéraires et artistiques (SLA) de l'ICA	Royaume-Uni
		<b>Le Maillot des Lions Indomptables du Cameroun : une archive alternative...</b>	La présente communication étudie le maillot des Lions Indomptables comme une archive, au même titre que les autres. Il s'agit d'observer, à partir d'une analyse textuelle des différentes impressions exprimées par les visiteurs de l'exposition consacrée à ce maillot, la relation entre archives et construction de l'identité des peuples en Afrique. Cette étude s'inscrit dans une épistémologie de la connaissance historique, et prend ancrage aussi bien dans la théorie du document que dans les travaux de la diplomatie contemporaine.	FR	Narcisse Ekongolo Makake Directeur Adjoint, Archives Nationales du Cameroun	Cameroun
		<b>Morabeza Records, une maison de disques capverdienne à Rotterdam</b>	Au cours de cette session, sera projeté un documentaire de 25 minutes portant sur une maison de disques capverdienne basée à Rotterdam. Ce documentaire relate l'histoire de Joao Silva, arrivé à Rotterdam en 1955 et fondateur de Morabeza Records, qui a transféré ses enregistrements aux Archives municipales de Rotterdam afin d'en assurer la préservation et l'accessibilité au public, à Rotterdam et au Cap-Vert.	EN	Jantje Steenhuis Stadsarcief, Archives de la Ville de Rotterdam	Pays-Bas

Salle tripartite	<p align="center"><b>Débat interactif : les principes fondamentaux concernant le rôle des archivistes et des gestionnaires de documents dans la défense des droits de l'homme</b></p> <p align="center"><b>Mardi 27 novembre 11:45-13:15</b></p> <p align="center"><i>Enjeux panafricains ; Mémoire</i></p> <p align="center"><i>Bilingue</i></p> <p align="center">Animatrice : Giulia Barrera Archiviste, Direction générale des Archives, Italie</p>		<p>En 2016, la Commission du Programme de l'ICA a approuvé les « Principes de base relatifs au rôle des archivistes et des gestionnaires de documents pour la défense des Droits de l'Homme », en tant que document de travail de l'ICA à diffuser au sein et à l'extérieur de l'ICA. Depuis lors, certaines associations archivistiques nationales les ont adoptés, de même que l'Association des archivistes d'Amérique latine. Ce « débat interactif » sera l'occasion de se familiariser avec les Principes de base et d'échanger sur ces derniers et sur leur utilisation éventuelle dans les contextes africains.</p>	EN	Giulia Barrera (présentatrice et animatrice) Responsable des Affaires internationales, Direction générale des Archives	Italie
Vestibule 2	<p><b>Archives au service de la démocratie : créer des institutions responsables</b></p> <p align="center"><b>Mardi 27 novembre 11:45-13:15</b></p> <p align="center"><i>Objectifs de développement durable ; Gouvernance</i></p> <p align="center"><i>Français</i></p> <p align="center">PRÉSIDENTE : Pr. Alice Nga Minkala Expert information et communication ; Directeur adjoint, ESSTIC, Cameroon</p>	<p align="center"><b>Mémoires du Congo, d'hier à aujourd'hui</b></p>	<p>Cette intervention parlera des archives historiques de l'ex-AEF (Afrique équatoriale française), du transfert en cours des archives, du projet de numérisation et de valorisation des archives historiques et de la collecte des archives contemporaines.</p>	FR	Brice Owabira Directeur, Archives Nationales du Congo-Brazzaville	Congo-Brazzaville
		<p align="center"><b>Les enjeux panafricains des archives pour le développement soutenu de l'Afrique</b></p>	<p>Une des caractéristiques de l'Afrique est le sous-développement. Pour lutter contre cette situation, les programmes de développement se succèdent, mais sont confrontés au manque de transparence, à la lourdeur administrative, à la corruption et à l'utilisation irrationnelle des ressources : autant de choses qui entravent le développement. Notre étude vise à montrer comment une gestion efficace des archives peut contribuer au développement en Afrique par la bonne gouvernance.</p>	FR	Korotimi Samandoulougou Conservatrice-archiviste, Département du Service Public	Burkina Faso
		<p align="center"><b>Les archives nationales de Tunisie et le processus de transition démocratiques ; entre gouvernance, histoire et mémoire</b></p>	<p>Cette communication met l'accent sur le travail fourni ces dernières années par les Archives nationales de Tunisie, qui accompagnent la transition démocratique en Tunisie sur trois fronts :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- aider l'administration et les différents organismes publics à organiser leurs documents, permettant l'application de la loi sur l'accès à l'information et aidant à rendre cette administration responsable de ses actes et à contrôler la gestion des finances publiques</li> <li>- collecter et protéger les archives des institutions dissoutes après la révolution de 2011</li> <li>- participer activement aux processus de la justice transitionnelle en facilitant l'accès de l'Instance Vérité et Dignité aux archives et aux informations ; soigner une mémoire nationale écartelée</li> </ul>	FR	Hédi Jallab Directeur Général, Archives nationales de Tunisie	Tunisie
		<p align="center"><b>Les enjeux du versement et du classement des archives de la Section des Comptes de la Cour Suprême du Mali à la Direction nationale des Archives du Mali</b></p>	<p>La Cour Suprême du Mali, à travers sa Section des Comptes, s'occupe de la reddition des comptes publics et du contrôle de la sincérité des recettes et des dépenses inscrites dans les comptabilités publiques. Le transfert et le classement de ses archives visent une meilleure reddition des comptes publics. Les enjeux du transfert et du classement de celles-ci vont de la gestion de l'espace de stockage à la reddition des comptes publics, mais aussi à la lutte contre la corruption.</p>	FR	Seydou Diabate Directeur national, Archives du Mali	Mali
Salle A	<p><b>Archivage de la mémoire : conflits et réconciliations</b></p> <p align="center"><b>Mardi 27 novembre 11:45-13:15</b></p> <p align="center"><i>Enjeux panafricains ; Mémoire</i></p> <p align="center"><i>Bilingue</i></p> <p align="center">PRÉSIDENTE : Odile Welfele Conservatrice générale du patrimoine, chargée de la coopération archivistique internationale aux Archives de France</p>	<p align="center"><b>Archives, paix nationale et réconciliation : Contribution des ressources archivistiques pour sortir de l'impasse d'une crise anglophone au Cameroun</b></p>	<p>Déclenchée en 2016 par une série de doléances corporatistes qui se sont transformées en revendications sociopolitiques et en conflit armé, la crise anglophone au Cameroun trouve son origine dans l'héritage historique du pays. La politisation de cette crise et la radicalisation de ses protagonistes ont abouti à la militarisation et à l'éclatement d'un conflit armé de grande ampleur. Contrairement à d'autres crises de ce genre reposant sur des fondements historiques, les sources archivistiques qui auraient dû offrir des perspectives de paix et de réconciliation nationales ont semble-t-il été négligées. Cet exposé évaluera la crise, les sources archivistiques disponibles et les contributions qu'elles pourront fournir pour sortir de l'impasse.</p>	EN	Frankline Awung Conférencier adjoint, Advanced School of Mass Communication (ASMAC), Université de Yaoundé II - Cameroun	Cameroun
		<p align="center"><b>Gouvernance des archives dans un contexte de conflits : quelles leçons pour la RD Congo ?</b></p>	<p>En vue de s'assurer de son intégrité et sa souveraineté territoriale, la RDC est tenue d'améliorer sa politique de gouvernance et de conservation des archives par la mise en place d'un système numérisé et informatisé des archives identitaires, électorales, parcellaires et domaniales pour en faire des patrimoines citoyens accessibles et sans conflit. La modélisation de ce système d'information archivistique se concrétisera grâce à son implication au niveau tant national que régional selon les normes en vigueur.</p>	FR	Bulambo Mulonda Directeur Exécutif, Pain aux Indigènes et Appui à l'auto-promotion	Congo (DRC)
		<p align="center"><b>Droits de l'homme, justice et archives</b></p>	<p>Pour protéger les droits de l'homme et la justice, les Archives nationales de Corée s'efforcent de préserver les documents qui contribuent à la mémoire d'un État et de ses citoyens. Dans cette optique, les documents historiques de feu Kim Kwang-ryeol, qui ont été transmis sous forme de donation, devraient permettre d'enquêter sur les victimes de la mobilisation forcée et contribuer à l'extension des droits de l'homme et au respect de la justice dans la société japonaise.</p>	EN	Dr.Byung-nam Kim Archiviste, Archives nationales coréennes	Corée du Sud

Salle B	<p><b>Innovation en matière d'accès : étude de cas sur les données en réseau ouvert (Madagascar)</b></p> <p><b>Mardi 27 novembre</b> <b>11:45-13:15</b></p> <p><b>Gouvernance</b></p> <p><b>Bilingue</b></p> <p><b>PRÉSIDENTE : Françoise Lemaire</b> Responsable des partenariats scientifiques et relations internationales, Archives nationales, France</p>	<p><b>Création de catalogues simplifiés pour les archivistes africains : le cas de Madagascar</b></p>	<p>Les principaux objectifs du projet d'inventaire Madagascar ont été : (1) accroître la visibilité des archives de Madagascar ; (2) tester de nouvelles approches simplifiées du catalogage dans des environnements difficiles ; (3) créer un nouveau réseau réunissant archivistes et universitaires africains, en Afrique comme en Europe. Jean-Pierre Bat expliquera comment son expérience personnelle d'archiviste auprès des Archives nationales de France l'a aidé à contribuer au premier inventaire des archives répertoriées dans le catalogue, et présentera un vidéo avec Geoffrey Browell et Vincent Hirabarren qui va présenter la technologie qui est à l'origine du catalogue en ligne malgache.</p>	EN	<p>Jean-Pierre Bat Chercheur associé, Ecole des Chartes (Université PSL- Centre Jean Mabillon)</p>	France

Salle tripartite	<b>Table ronde : Patrimoine archivistique partagé : examen des problèmes et des solutions</b>		<p>En 2009, le Suriname et les Pays-Bas sont parvenus à un accord sur la restitution des archives créées par le gouvernement néerlandais au Suriname, transférées à La Haye après l'indépendance, puis gérées par les Archives nationales des Pays-Bas. Entre 2010 et 2017, ces archives ont été conservées et numérisées. Ces numérisations sont consultables sur les sites web de ces deux institutions d'archives. En 2017, les dernières archives ont été restituées au Suriname.</p> <p>Cet exposé traite d'une étude sur des expériences d'identification et de rapatriement des archives coloniales déplacées et stockées dans le plus grand désordre. Elle s'inspire du projet de coopération entre la Namibie et l'Allemagne « Archives of Anti-Colonial Resistance and the Liberation Struggle » (Archives de la résistance anticoloniale et de la lutte pour la libération) (2001-2009) et des recherches de l'auteur sur la négligence et la destruction partielle des dossiers personnels des peuples indigènes en Namibie, sous le régime sud-africain. Elle souligne l'urgence de dissiper la confusion administrative créée par le traitement de la Namibie en tant que potentielle cinquième province de l'Afrique du Sud.</p> <p>Le Centre d'études archivistiques de l'Université de Liverpool met à jour l'enquête internationale de Léopold Auer sur les contentieux archivistiques (UNESCO, 1998), au nom du Groupe d'experts de l'ICA sur le patrimoine archivistique partagé, afin de répertorier le nombre et la nature des contentieux liés aux archives déplacées. Cette présentation comportera une synthèse des conclusions de Léopold Auer, une discussion sur les développements survenus depuis cette enquête, ainsi que des réflexions sur les implications de l'enquête actuelle, qui sont attendus pour début 2019.</p> <p>Des siècles d'interaction mondiale, conjugués à la colonisation, ont engendré un patrimoine archivistique et culturel partagé pour l'Afrique lusophone. Les archives des administrations publiques, des institutions privées ou commerciales, des sociétés missionnaires, des églises et du Vatican sont conservées hors d'Afrique. Leur accès est difficile pour les Mozambicains et pour la communauté internationale en général. Cet exposé s'inspire de la prise de position de l'ESARBICA sur les « Archives migrantes » et fait le point sur les expériences et enjeux de la récupération et du rapatriement des archives en Afrique lusophone, avec un accent particulier sur le Mozambique.</p> <p>Les auteurs soulignent que les pays africains ont déployé des efforts considérables pour localiser les archives soustraites de leur pays par les puissances coloniales. Hormis l'obtention de copies sur microfilm, le rapatriement de documents sortis d'Afrique n'a pas encore eu lieu. La question des archives migrantes continuera de faire l'objet de controverses pendant plusieurs années encore ; les parties concernées sont invitées à étudier d'autres moyens susceptibles leur convenir pour résoudre ce problème.</p> <p>En 2016, l'ICA a créé un nouveau groupe d'experts sur le patrimoine archivistique partagé (EGSAH). La mission de l'EGSAH est de trouver des solutions et de proposer un lieu de discussion sur les archives qui ont trait à l'histoire et au patrimoine culturel de plusieurs communautés, pays ou régions et dont la garde, la propriété et l'accès ne sont pas tranchés ou font l'objet de litiges. Une brève présentation sera faite du groupe d'experts et des défis à relever.</p>	EN	Arjan Agema, Rita Tjien Foo Responsable du service Numérisation, Archives nationales des Pays-Bas ; Directrice, Archives nationales du Suriname	Pays-Bas/Suriname
	<b>Mardi 27 novembre 15:00-18:15</b>			EN	Ellen Namhila Vice-chancelière adjointe : Administration, finances et mobilisation des ressources, Université de Namibie	Namibie
	<b>Enjeux panafricains ; Patrimoine</b>			EN	James Lowry Conférencier, Centre universitaire d'études archivistiques, Liverpool	Royaume-Uni
	<b>Anglais</b>			EN	Joel Tembe Directeur, Archives nationales du Mozambique	Mozambique
	<b>PRÉSIDENT : Normand Charbonneau, VP Programme de l'ICA</b>			EN	Nathan Mnjama Professeur d'archivistique et gestion documentaire, Université du Botswana	Botswana
				EN	Njörður Sigurðsson Responsable Acquisitions & Accès, Archives nationales d'Islande	Islande
Vestibule 2	<b>Archives au service de la démocratie : accès à l'information et protection des données personnelles</b>		<p>La législation archivistique fournit un cadre qui régit les fonctions des archives nationales en Afrique de l'Est et en Afrique australe, dont celle de faciliter l'accès aux documents. Des études indiquent que le nombre de personnes ayant recours aux archives dans ces régions est en baisse. Des initiatives d'information publique fondées sur une bonne législation en matière d'archives pourraient s'avérer utiles. L'étude dont il est question dans cet exposé dresse le bilan des répercussions de la législation archivistique sur les initiatives d'information publique dans les régions concernées.</p>	EN	Nampombe Saoumbe Maître de conférences, Université d'Afrique du Sud	Afrique du Sud
	<b>Mardi 27 novembre 15:00-16:30</b>		<p>Rôle de la législation et des politiques archivistiques dans les initiatives de programmation publique : le cas de certaines archives nationales d'Afrique orientale et australe</p>			
	<b>Objectifs de développement durable ; Gouvernance</b>		<p>Protection des données personnelles et accès aux archives : défis et dilemmes pour les archivistes. Le cas du Comité international de la Croix-Rouge (CICR)</p>	<p>Depuis 1863, le CICR conserve des archives sur son action dans les pays en guerre et sur les personnes qu'il cherche à protéger et à assister. En 2017, le CICR a décidé de porter à 50 ans la durée de conservation de ses archives, afin d'en assurer de la compatibilité avec la réglementation sur la protection des données. Cet exposé explique les choix que le CICR a opérés lors de ses tentatives de concilier des intérêts différents et souvent contradictoires entre l'accès aux archives et la protection des données personnelles.</p>	EN	Brigitte Troyon Responsable des archives et de la gestion de l'information, Comité international de la Croix-Rouge
<b>Bilingue</b>						
<b>PRÉSIDENT : Didier Grange Conseiller spécial - ICA</b>		<p>Le brevet d'invention : une mine d'or inexploitée dans l'espace OAPI</p>	<p>Un brevet d'invention est « un document qui assure une protection juridique pendant 20 ans à une invention déposée soit dans un pays donné, soit étendue à divers autres pays » (Dou &amp; Leveillé, 2015, p. 25). Cet article va au delà de la fonction juridique du brevet énoncée dans cette définition pour en présenter une autre fonction tout aussi importante : la fonction archivistique, avec un rôle purement informationnel, et il invite les ressortissants de l'espace OAPI en faire usage.</p>	FR	Marc Florent Essomba Documentaliste-Archiviste, Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI)	Cameroun
Salle A	<b>Archivage de la mémoire : expérimentations rurales et urbaines</b>		<p>La communication propose une analyse du lien entre mémoire, archives et développement au niveau local à partir de la problématique de l'état civil. Elle aborde trois points : l'analyse de l'état civil comme dispositif mémoriel, l'explicitation des modalités de prise en charge « locale » de l'état civil et une discussion sur la performativité développementale de l'état civil en contexte local camerounais.</p>	FR	Duvalier Toukam Tchagang, Calvin Minfegue Assouga Archiviste-Documents-Bibliothécaire, Ministère de l'Économie de la Planification et de l'Aménagement du Territoire	Cameroun
	<b>Mardi 27 novembre 15:00-16:30</b>		<p>Mémoire, Etat civil et développement local. Une analyse à partir des situations des municipalités de Yaoundé II et de Garoua-Boulai</p>			
<b>Mémoire</b>						
<b>Français</b>						
<b>PRÉSIDENT : Pr. Georges Madiba Directeur de la Cinématographie et des Productions Audiovisuelles, Ministère des Arts et de la Culture, Cameroun</b>		<p>Approche collaborative pour une politique de la mémoire intégrée. L'exemple du Canton du Valais</p>	<p>Le Canton du Valais, en Suisse, reconnaît trois institutions patrimoniales : les Archives de l'État du Valais, la Médiathèque Valais et les Musées cantonaux. Leur réunion en 2005 a permis de développer des synergies ainsi que des outils et des initiatives communs, ainsi que de prendre conscience collectivement de la nécessité d'envisager le patrimoine comme un tout cohérent. Un groupe de travail a été chargé de modifier les bases légales existantes (Loi sur la promotion de la culture) qui ancrent également le principe d'une collaboration renforcée. Une politique de la mémoire intégrée est en développement. Ces dispositifs visent à constituer un patrimoine cohérent et représentatif.</p>	FR	Alain Dubois Archiviste cantonal, Archives de l'État du Valais	Suisse

<b>Salle B</b>	<b>Continuité et changement : réflexions sur le système actuel de formation pour une gestion efficace du patrimoine documentaire</b>	<p>Les exigences en matière de compétences des archivistes et des gestionnaires de documents ne sont pas immuables. Bien au contraire, les compétences requises pour s'acquitter de leurs responsabilités professionnelles avec intégrité et fiabilité évoluent au fil du temps en fonction des progrès technologiques, socioprofessionnels, politiques et juridiques.</p> <p>Pour les nouveaux professionnels, une formation adéquate qui aborde de façon détaillée les enjeux actuels est primordiale pour leur permettre de comprendre leur rôle et d'accomplir leurs tâches. En se basant sur leur propre formation en archivistique et en gestion documentaire, les nouveaux professionnels comptent explorer la manière dont leur bagage académique les a, ou non, préparés à intégrer le monde du travail. Tirant parti de la diversité de leurs origines géographiques et de leurs expériences, leur étude comparative mettra en lumière l'importance que revêt le point de vue des nouveaux professionnels pour l'élaboration de programmes de formation de qualité dans les années à venir.</p>	EN	Abilyn Pua'ara Haut responsable pour la Numérisation, Archives nationales des Îles Salomon	Îles Salomon
	<b>Mardi 27 novembre</b> <b>15:00-16:30</b>		EN/FR	Emma Cummings Assistante gestionnaire documentaire, Université de Liverpool	Royaume-Uni
	<b>Patrimoine</b>		EN/FR	Janelle Duke Spécialiste en recherche archivistique, Archives nationales de Trinité-et-Tobago	Trinité-et-Tobago
	<b>Bilingue</b>		EN/FR	Jean-Paul Lawson Archiviste & Spécialiste du patrimoine culturel, Internationaux du Patrimoine Culturel	Bénin
	<b>PRÉSIDENT : Margaret Crockett, Responsable formations ICA</b>		EN/FR	Korotimi Samandoulougou Conservatrice-archiviste, Département du Service Public	Burkina Faso
			EN/FR	Rachel Mihalko Archiviste assistante, Université de Yale	États-Unis
			EN/FR	Rachel Klassen Archiviste, Bibliothèque et Archives Canada	Canada



Vestibule 2	<p><b>Meilleures pratiques en matière d'archives et de gestion documentaire : que conservons-nous et pourquoi ?</b></p> <p>Mardi 27 novembre 16:45-18:15</p> <p><i>Gouvernance</i></p> <p><i>Bilingue</i></p> <p>PRÉSIDENT : Alain Dubois, Archiviste cantonal, Archives de l'État du Valais, Suisse</p>	<p><b>Rôle des archives dans l'accès universel aux informations et aux connaissances : L'archive historique conservée est-elle réellement celle désirée/voulue par le chercheur ?</b></p>	<p>En constatant l'écart existant entre la connaissance archivée et la recherche historique, l'auteur interroge les modalités de constitution des archives et les pratiques de lecture. Les conclusions montrent que la constitution de la mémoire connaît des problèmes liés, en amont, à la qualité de la sélection de ce qui est archivable, et, en aval, à la faiblesse des politiques de valorisation. Le nœud étant les interactions subjectives des individus sur ce qui deviendra « mémoire ».</p>	FR	Michel Romaric Tuekam Wabo Archiviste - Documentaliste, Société Fokou	Cameroun
		<p><b>Évaluation archivistique : Évolutions et enjeux</b></p>	<p>Des évolutions récentes ont grandement contribué au perfectionnement du processus d'évaluation archivistique. De ce fait, des critères et des outils pertinents sont désormais prévus en amont pour justifier les choix et les décisions résultant de l'évaluation. Cette présentation rappellera dans un premier temps la position centrale de l'évaluation dans le domaine de la science archivistique et de la gouvernance de l'information. Ensuite, elle traitera des principales évolutions et des enjeux primordiaux qui caractérisent l'évaluation ainsi que de ses principales implications. Cette présentation s'appuiera sur des expériences suisses et des projets internationaux en la matière.</p>	EN	Basma Makhlof Shabou Professeure, Haute école de gestion de Genève	Suisse
		<p><b>Groupe de travail sur la disposition et la découverte des documents gouvernementaux (2014-2018) de Bibliothèque et Archives Canada- Un point de vue gestionnaire</b></p>	<p>Depuis la publication du rapport du vérificateur général du Canada de 2014, Bibliothèque et Archives Canada (BAC) a connu de nombreux changements dans son programme de mise à disposition des documents gouvernementaux et sa stratégie de résorption des retards en matière d'acquisition. Cette présentation vise à décrire la façon dont le Groupe de travail sur la disposition et la découverte a été mis sur pied à BAC et comment sa structure et son contexte ont facilité la prise de décisions internes, ainsi que les activités professionnelles et la réalisation des objectifs fixés en 2014. (Présentation bilingue)</p>	BI	Karl-Xavier Thomas Gestionnaire, Bibliothèque et Archives Canada	Canada
Salle A	<p><b>Enjeux actuels pour les archives : archives à faibles ressources et FIDA</b></p> <p>Mardi 27 novembre 16:45-18:15</p> <p><i>Enjeux panafricains ; Gouvernance</i></p> <p><i>Anglais</i></p> <p>PRÉSIDENT : Fred van Kan, ICA FIDA</p>	<p><b>Présentation du Fonds international pour le développement des archives (FIDA) et de ses projets</b></p>		EN	Fred van Kan Président, Fonds international pour le développement des archives (FIDA)	Pays-Bas
		<p><b>Pilotage d'un projet FIDA</b></p>	<p>Le Fonds a été créé par l'ICA en 2009. Ce programme accorde des bourses à des collègues se trouvant dans des pays où, quelle qu'en soit la raison, un soutien est nécessaire pour permettre le développement de leurs archives. Le FIDA a épaulé des collègues situés en Afrique, dans les Caraïbes, au Moyen-Orient, en Asie du Sud-Est, en Europe du Sud-Est et dans les petites îles du Pacifique. Il a contribué à la formation, aux initiatives de sensibilisation et aux efforts de conservation. Cette table ronde réunira des chefs de projets récents et des administrateurs pour décrire le fonds et ses diverses applications pour les archivistes exerçant dans des environnements à faibles ressources.</p>	EN	Abiola Abioye Professeur associé, Department of Library, Département des études bibliothéconomiques, archivistiques et de l'information, Université d'Ibadan	Nigeria
		<p><b>Archives littéraires et documents personnels en Afrique</b></p>		EN	David Sutton Président, Section sur les archives littéraires et artistiques (SLA)	Royaume-Uni
Salle B	<p><b>Meilleures pratiques en matière d'archives et de gestion documentaire : comment mettons nous en valeur nos atouts ?</b></p> <p>Mardi 27 novembre 16:45-18:15</p> <p><i>Gouvernance</i></p> <p><i>Anglais</i></p> <p>PRÉSIDENTE : Inga Bolstad, Directrice générale, Archives nationales de Norvège</p>	<p><b>Utilisation de stratégies de programmation publique par les Archives nationales du Zimbabwe pour favoriser l'accès au patrimoine documentaire du pays et son utilisation</b></p>	<p>Les institutions d'archives nationales hébergent de nombreux documents susceptibles de faire évoluer le développement socio-économique et politique d'un peuple. Ces institutions se doivent donc d'être visibles et accessibles. À cette fin, les programmes visant le grand public apparaissent comme une fonction essentielle des archivistes dans le but d'améliorer la visibilité et l'utilisation d'une institution d'archives (Gregor, 2001). Cet article passe en revue les mesures prises par les Archives nationales du Zimbabwe (NAZ) pour renseigner le grand public sur leur existence, leurs services et les ressources documentaires qui leur sont confiées.</p>	EN	Forget Chaterera Chercheuse associée, Université d'Afrique du Sud	Zimbabwe
		<p><b>Conception d'un modèle de co-construction et de partage pour le patrimoine culturel mondial : étude de la numérisation des écritures bouddhiques dans la grotte-bibliothèque de Dunhuang</b></p>	<p>60 000 reliques de l'écriture bouddhiste ont été retrouvées dans la grotte-bibliothèque de Dunhuang, qui fait partie du site des Grottes de Dunhuang Mogao, inscrit au patrimoine mondial de l'humanité. Les écritures bouddhiques de la grotte sont déterminantes au regard de l'histoire de la Chine et de l'Asie, et des échanges culturels entre la Chine et les pays occidentaux. Près de 36 000 écritures ont été prélevées et sont maintenant réparties dans des pays d'Europe, d'Asie et d'Amérique. On ne dispose pas d'un catalogue exhaustif des écritures bouddhiques : seul un catalogue partiel de la grotte de Dunhuang est disponible, et ce dans quelques pays seulement. Dans la conclusion de cette intervention, nous lancerons un appel en faveur d'une collaboration internationale plus poussée entre archivistes, historiens, bibliothécaires et chercheurs en humanités numériques.</p>	EN	Jian (Jenny) WANG Professeure, Université Renmin, Chine	Chine
		<p><b>Perspectives d'avenir : les archives numériques décentralisées</b></p>	<p>Abordant les thèmes de la conférence, à savoir la gouvernance et la mémoire, cette présentation identifiera et décrira les formidables perspectives d'avenir des archives numériques décentralisées. En particulier, il s'agira de proposer une approche flexible à plusieurs vitesses et à plusieurs niveaux pour favoriser la mise en œuvre d'archives numériques décentralisées, démarche susceptible de profiter aux archives numériques de toute forme et de toute envergure.</p>	EN	John Sheridan Responsable du Numérique, The National Archives/Archives nationales du Royaume-Uni	Royaume-Uni

Salle tripartite	<b>Innovation en matière d'accès : modèles pour le référencement numérique</b>  <b>Mercredi 28 novembre 10:00-11:30</b>  <i>Objectifs de développement durable ; Gouvernance</i>  <i>Anglais</i>  <b>PRÉSIDENT : Michael Ngwang</b> Gestionnaire documentaire : Directeur des archives et des documents d'activité, Ministère des Arts et de la Culture, Cameroun	<b>Initiatives culturelles du département numérique à Bibliothèque et Archives Canada</b>	Bibliothèque et Archives Canada (BAC) s'est engagé à évoluer vers une culture numérique sur tous les fronts, en adoptant une approche durable pour ses activités transversales internes et ses prestations aux tiers. Cette présentation donnera un aperçu des initiatives numériques déployées au sein de BAC, en mettant un accent particulier sur nos projets axés sur la clientèle, y compris le DigILab de BAC, notre nouvel outil de production participative, notre nouveau système en ligne de gestion des bibliothèques, et quelques autres initiatives présentant un intérêt pour nos membres, telles que la Stratégie nationale de numérisation du patrimoine.	EN	Johanna Smith Directrice générale, Public Services Branch, Bibliothèque et Archives Canada	Canada
		<b>Référencement numérique durable pour l'avenir : le carrefour de l'histoire</b>	Le département des Archives nationales et des Documents d'activité des États-Unis (NARA) a testé une nouvelle plateforme numérique afin d'offrir des services de référence performants et attractifs. Les attentes du public, des budgets en baisse et la multiplication des fonds documentaires sont autant de facteurs nous incitant à repenser les services publics numériques durables. Cette présentation explorera les avantages et les enjeux de la prestation de services multiples sur une nouvelle plateforme technique, complément au service traditionnel des échanges en face à face et par courriel.	EN	Pamela Wright Directeur de l'Innovation, U.S. National Archives and Records Administration (Archives nationales des États-Unis)	États-Unis
		<b>Étude des possibilités offertes par la numérisation des archives historiques grâce à la participation collaborative</b>	La production participative ( <i>crowdsourcing</i> ) est une approche prometteuse pour la numérisation des archives historiques, issue de l'économie du net en pleine expansion de la Chine. Cet exposé propose d'adapter les protocoles existants pour parvenir à une approche de production participative applicable à la numérisation des archives historiques. Il abordera un certain nombre de questions fondamentales, à savoir la répartition des tâches, la plate-forme à utiliser pour présenter les tâches, l'identification et le recrutement de participants adéquats, ainsi que le contrôle qualité des résultats de la production participative.	EN	Nie Yonghao, Jiaxin Liu Professeur associé et étudiant de maîtrise : École de gestion de l'information, Université Sun-Yat-sen	Chine
Vestibule 2	<b>Meilleures pratiques en matière d'archives et de gestion documentaire : e-gouvernance</b>  <b>Mercredi 28 novembre 10:00-11:30</b>  <i>Enjeux panafricains ; Gouvernance</i>  <i>Anglais</i>  <b>PRÉSIDENTE : Dr Deborah Jenkins</b> Urban Legacy Partnership, Royaume-Uni	<b>Numérisation des dossiers des ressources humaines dans l'administration publique brésilienne : l'exemple du ministère de la Santé</b>	Afin d'accélérer l'accès à l'information et de mettre à disposition des ressources permettant la prise de décision, le Gouvernement brésilien a lancé en 2011 un projet d'élaboration de consignes pratiques en matière de numérisation (AFD). L'intention est de limiter le recours au papier et de produire exclusivement des documents électroniques. Au ministère de la Santé, la plupart des dossiers des ressources humaines sont créés au format papier. Au total, 145 377 dossiers de ressources humaines sont numérisés pour répondre aux exigences du gouvernement.	EN	Keity Veronica Pereira da Cruz Archiviste Ministère de la Santé	Brésil
		<b>Le rôle du Centre national des archives et des documents dans le développement de la société de l'information</b>	Cet exposé passera en revue les étapes de la transformation des procédures de travail du Centre national des archives et des documents d'activité (NCAR), qui est passé de la conservation manuelle à la conservation électronique, et son impact sur les services depuis 2004. Elle présente également les stratégies futures qui consistent à mettre en place un programme central unifié pour l'archivage des documents de tous les organismes gouvernementaux sur une plate-forme nationale unique afin de combler les lacunes créées par l'absence d'informations.	EN	Bandar Alzahrani Responsable informatique, Centre national des Archives et Documents d'activité	Arabie saoudite
		<b>Faire évoluer la prestation de services dans les gouvernements des comtés du Kenya grâce à des solutions optimisées de gestion des dossiers électroniques : étude de cas du siège du Comté de Uasin Gishu</b>	Cet exposé traite d'une étude de cas du comté d'Uasin-Gishu au Kenya. Il porte sur le lien entre la gestion des archives et la prestation de services, sur la façon dont les archives sont gérées et sur les défis que pose la gestion des archives électroniques. Des recommandations visant à améliorer les pratiques de conservation électronique des dossiers dans les bureaux du comté sont formulées.	EN	Gilbert Maina, Juliet Erima Étudiant diplômé, Conférencière, Université Moi	Kenya
Salle A	<b>Archivage de la mémoire : populations déplacées</b>  <b>Mercredi 28 novembre 10:00-11:30</b>  <i>Mémoire</i>  <i>Bilingue</i>  <b>PRÉSIDENT : Joan Boadas i Raset</b> Director, Arxiu Municipal de Girona, Catalonia/Directeur, Archives municipales de Gérone, Catalogne	<b>Documenter les sans-papiers : consigner les expériences des réfugiés</b>	La création et la conservation des documents sont essentielles pour assurer la préservation et la transmission de la mémoire et des expériences des réfugiés, de leurs familles et de leurs communautés, pour soutenir l'infrastructure et les actions des ONG et pour responsabiliser les gouvernements et autres instances officielles. Il a également été démontré que cela aide à surmonter les traumatismes. De quelle manière, à quel moment et à quelles fins les expériences des réfugiés peuvent-elles ou doivent-elles être documentées, et par qui ? Comment éviter le « voyeurisme » ? Quelle serait la meilleure façon de mettre cette documentation à disposition, et auprès de qui ?	EN	James Lowry Conférencier, Centre universitaire d'études archivistiques, Liverpool	Royaume-Uni
		<b>Parole d'esclaves... ou comment donner la parole aux victimes de la traite négrière</b>	Les sources illustrant la traite négrière sont presque exclusivement issues des esclavagistes. Il s'agit ici de réfléchir à la valeur qu'on peut accorder à ces sources pour tenter de redonner la parole aux esclaves, à travers l'exemple d'un remarquable manuscrit conservé aux Archives départementales de la Charente-Maritime (France) : les mémoires de Polony, officier qui effectua plusieurs expéditions négrières entre l'ouest de l'Afrique et Haïti (1785-1792).	FR	Louis Gilles Pairault Conservateur du patrimoine, directeur des Archives départementales de la Charente-Maritime, Ministère de la Culture, Service interministériel des Archives de France	France

<b>Salle B</b>	<b>Meilleures pratiques en matière d'archives et de gestion documentaire : gouvernance des archives des services publics</b>  <b>Mercredi 28 novembre 10:00-11:30</b>  <b>Gouvernance</b>  <b>Bilingue</b>  <b>PRÉSIDENTE : Dr. Basma Makhoulf Shabou</b> <b>Professeure, Haute école de Gestion de Genève, HES-SO, Haute école spécialisée de Suisse occidentale, Suisse</b>	<b>Le Projet historique de l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite (IMEP)</b>	Basé au CDC à Atlanta (Géorgie), le Projet historique de l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite vise à assurer la préservation des documents relatifs à l'histoire de l'éradication mondiale de ce fléau. Cette présentation examinera les objectifs, les démarches et les enjeux associés à ce projet, en lien avec les thèmes de la gouvernance, de la mémoire et du patrimoine. Présentée par l'archiviste de ce projet et par une spécialiste de l'histoire orale, cette session mettra également en lumière la démarche conjointe adoptée dans la pratique, vis-à-vis de ces deux disciplines.	EN	Laura Frizzell, Hana Crawford Archiviste en musée, Spécialiste de l'histoire orale ; David J. Sencer, Musée CDC	États-Unis
		<b>Archives et protection sociale : une expérience de la CNPS dans l'amélioration de la qualité du service</b>	Dans cette contribution professionnelle, nous montrons en deux parties la contribution de la Gestion des Archives dans la gestion avant 2012 pour la liquidation des dossiers, puis le travail entrepris pour organiser ces archives issues des Centres et stockées dans des cages, à même le sol et, enfin, un modèle de gestion des dossiers des Caisses sera dégagé.	FR	Thérèse Marcelle Akamba Enseignante-Associée ESSTIC, École Supérieure des Sciences et Techniques de l'Information et de la Communication	Cameroun
		<b>Étude sur la conservation et l'utilisation des dossiers médicaux</b>	Cet exposé décrit un projet entrepris par une équipe de l'ISTRA sur le stockage et l'utilisation des dossiers médicaux de la région du golfe du Tonkin, en Chine. Il détaillera comment, en s'appuyant sur un système pluridisciplinaire et interrégional, il est possible d'entreposer de manière efficace de grandes quantités de dossiers médicaux, de les exploiter et d'analyser la corrélation entre patients, pathologies, environnement géographique, coûts et autres, dans le but de soutenir la prise de décision des responsables de la gestion médicale.	EN	Ni Manying Chef de service, Institut de recherche scientifique et technique sur les archives, SAAC	Chine

Salle tripartite	<p><b>Meilleures pratiques en matière d'archives et de gestion documentaire : comment gérons-nous ce que nous conservons ?</b></p>	<p>Les archives d'une société – qui doit s'en préoccuper ?</p>	<p>Dans une ère où les événements sont décrits et diffusés à la minute où ils se produisent, dans cette époque où l'instantanéité fait face à la mémoire, les services d'archives doivent répondre à des besoins de plus en plus complexes, allant de la préservation de documents anciens jusqu'à l'acquisition d'archives numériques. Comment assurer leur pérennité ? Qui doit s'en préoccuper ? Est-ce que les citoyens sont prêts à investir pour sauvegarder leur mémoire collective ?</p>	FR	<p>Hélène Laverdure Conservatrice et directrice générale, Bibliothèque et Archives nationales du Québec</p>	Canada
	<p><b>Mercredi 28 novembre 11:45-13:15</b></p>	<p><b>E-banking en Afrique: enjeux et défis dans la gestion des archives bancaires, cas du Cameroun</b></p>	<p>L'e-banking s'est imposé dans le secteur bancaire Camerounais. Il a modifié le schéma traditionnel de l'activité des banques et impacté la gestion de leurs archives. Sur ce dernier point ressortent, d'une part, divers enjeux, qui sont, entre autres, économiques, technologiques, sécuritaires et juridiques. D'autre part, la formation et le recyclage ainsi que la sensibilisation des dirigeants sont des défis majeurs à relever par les professionnels en poste, confinés uniquement à la gestion des archives papiers.</p>	FR	<p>Ismael Jonathan Kalack A Nkeng Responsable gestion des archives, Société commerciale de banque Cameroun</p>	Cameroun
	<p><b>Gouvernance</b></p> <p><b>Bilingue</b></p>	<p><b>Gestion documentaire et bonne gouvernance au Nigeria</b></p>	<p>Le Nigeria est un pays qui jouit de ressources humaines et naturelles qui, bien gérées, sont suffisantes pour assurer le bien commun. Tel n'est pas le cas à l'heure actuelle en raison d'une mauvaise gouvernance essentiellement caractérisée par la corruption et d'autres malversations sociales. Les archives fournissent des informations susceptibles d'améliorer la gouvernance. L'étude visée dans cette intervention a pour but de mettre en lumière le type de gouvernance en vigueur au Nigeria et comment l'introduction de bonnes pratiques de gestion documentaire pourraient améliorer cette gouvernance.</p>	EN	<p>Ifeyinwa Angela Okafor, Abiola Abioye Étudiante et Professeur associé ; Département des études bibliothéconomiques, archivistiques et de l'information, Université d'Ibadan</p>	Nigeria
	<p>PRÉSIDENT : Henri Zuber, Directeur adjoint du Service historique de La Défense, France</p>	<p><b>Optimiser les retombées de la fusion d'unités gouvernementales par l'intégration de la gestion des archives : étude de cas chinoise sur le gouvernement local de Guangzhou</b></p>	<p>L'actuelle Commission des ressources territoriales et de l'urbanisme de Guangzhou est le fruit de la fusion de deux anciens départements distincts et indépendants en une seule et même entité. Cet exposé rendra compte d'un projet commandé par cette unité gouvernementale de Guangzhou, qui visait à réorganiser et à optimiser la gestion et les processus archivistiques, afin d'appuyer efficacement la réforme du système en matière d'approbation et de planification pour les projets liés spécifiquement aux ressources territoriales.</p>	EN	<p>Nie Yonghao, Hui Chen Professeurs associés, École de gestion de l'information, Université Sun Yat-Sen et École de gestion de l'information, Université normale de Chine centrale</p>	Chine
Vestibule 2	<p><b>Innovation en matière d'accès : nouvelles technologies, réalités virtuelles</b></p>	<p>Innovation, recherche et développement technologiques appliqués aux archives : les archives virtuelles présentes et futures</p>	<p>Face à l'impact des nouvelles technologies sur les archives, plusieurs initiatives récentes prometteuses pourraient bientôt bouleverser le modèle relationnel des archives avec le grand public, les agences gouvernementales et les institutions locales, nationales et internationales. Les enjeux de l'archivage moderne (protection numérique du patrimoine documentaire public et privé, e-gouvernance, transparence, accès à l'information et bonne gouvernance, socialisation/démocratisation des archives) sont abordés grâce à des instruments de virtualisation tels que la réalité virtuelle ou augmentée, à des produits numériques tels que les aides et les guides de recherche, ainsi qu'aux services publics numériques.</p>	EN	<p>Enric Cobo Barri Responsable de la Coordination générale, Archives du Gouvernement de la Generalitat de Catalunya</p>	Espagne
	<p><b>Mercredi 28 novembre 11:45-13:15</b></p>	<p><b>Encourager la participation du public au projet « Mémoire numérique » : l'exemple de « My Peking Memory Project »</b></p>	<p>Le projet « My Peking Memory » (Mes souvenirs de Pékin) (MPMP) est un projet de mémoire numérique de longue date qui garantit la participation du public afin de permettre la collecte, l'organisation, la préservation et la valorisation de la mémoire culturelle et intellectuelle de Pékin à des fins de découverte et de recherche. L'un des objectifs du MPMP est d'inciter les individus, les communautés, les groupes ou les institutions à contribuer à la mémoire et aux contenus en cours de création sur Pékin. Ce projet a pour objectif de construire une culture du souvenir ; son credo est « Chaque souvenir compte ».</p>	EN	<p>Xiaoshuang Jia Professeure assistante, École de gestion des ressources informationnelles</p>	Chine
	<p><b>Objectifs de développement durable ; Gouvernance</b></p> <p><b>Bilingue</b></p> <p>PRÉSIDENT : Karl-Xavier Thomas Gestionnaire, Bibliothèque et Archives Canada</p>	<p><b>Préserver et transmettre une mémoire partagée entre la France et l'Afrique : numérisation et valorisation des archives photographiques de la mission de recrutement de 1918 en A.O.F.</b></p>	<p>En janvier 1918, Clémenceau confie à Blaise Diagne, 1er député noir africain, la mission de recruter 50 000 tirailleurs en A.O.F. Les photographies de cette mission, témoignage exceptionnel resté ignoré des historiens, ont été numérisées et valorisées grâce à un partenariat entre les Archives françaises et RFI, permettant ainsi la conservation et la diffusion au plus grand nombre de cet objet patrimonial unique.</p>	FR	<p>Zénaïde Romaneix Chef de la division collecte des archives de l'administration centrale et des états- majors, Service historique de la Défense</p>	France
Salle A	<p><b>Meilleures pratiques en matière d'archives et de gestion documentaire : patrimoine archivistique partagé dans les archives municipales</b></p>	<p>Les clés du patrimoine de Nairobi</p>	<p>Nairobi a été fondée en 1905. Pour qu'elle devienne une véritable ville, les colonisateurs britanniques lui remirent une masse représentant sa première « clé de la ville ». La tradition a été perpétuée par le maire de Nairobi jusqu'à l'avènement de la nouvelle constitution du Kenya, en 2010. En catimini, les gouverneurs ont toutefois maintenu cette tradition. La présentation UNH commémore et célèbre le patrimoine de Nairobi. Elle tente également de dresser le profil et de faire connaître les maires de Nairobi, des personnes à ne jamais oublier.</p>	EN	<p>Villy Magero Responsable de la gestion archivistique, Gouvernement territorial de la Ville de Nairobi</p>	Kenya
	<p><b>Mercredi 28 novembre 11:45-13:15</b></p>	<p><b>Patrimoine archivistique partagé dans les archives municipales : Bonnes pratiques pour la représentation de tous les citoyens</b></p>	<p>Par le biais d'images, cette présentation fournira une vue d'ensemble des enseignements tirés du travail sur les fonds documentaires concernant l'Afrique et les Caraïbes. Celles-ci font partie de l'importante collection de documents d'activité conservés aux London Metropolitan Archives, les archives municipales et pan-londoniennes gérées par la Corporation de la Ville de Londres, au Royaume-Uni. Nous ferons également le point sur les archives de l'Africa Centre Ltd, le centre d'accueil pour l'Afrique à Londres, qui a ouvert ses portes pour la première fois en 1964.</p>	EN	<p>Richard Wiltshire Responsable des archives d'entreprise aux Archives de la Ville de Londres (LMA)</p>	Royaume-Uni
	<p><b>Gouvernance</b></p> <p><b>Anglais</b></p> <p>PRÉSIDENT : David Sutton Président, Section sur les archives littéraires et artistiques (SLA) de l'ICA</p>	<p><b>Patrimoine archivistique partagé dans les archives municipales : Bonnes pratiques pour la représentation de tous les citoyens</b></p>	<p>Au cours de cette session, les archivistes de la ville relatent leur approche et leurs expériences en ce qui concerne le patrimoine archivistique partagé. L'évolution de la population à la suite des migrations ainsi que ses conséquences sur la collecte et l'enregistrement de la documentation concernant les différents groupes de population seront examinées. Les meilleures pratiques d'Amsterdam, de Rotterdam et de La Haye sont mises à l'honneur, enrichies d'images cinématographiques captivantes.</p>	EN	<p>Jantje Steenhuis, Ellen van der Waerden, Bert de Vries Directeur, Archives de la Ville de Rotterdam ; Directrice, Archives Municipales de la Haye ; Directeur, Archives Municipales d'Amsterdam</p>	Danemark/Pays-Bas

<b>Salle B</b>	<p><b>Enjeux actuels pour les archives : Sauvegarde des archives en péril</b></p> <p><b>Mercredi 28 novembre 11:45-13:15</b></p> <p><i>Enjeux panafricains ; Gouvernance</i></p> <p><i>Bilingue</i></p> <p><b>PRÉSIDENTE : Dr Claude Roberto, PhD</b> Archiviste émérite, Archives provinciales de l'Alberta ; Présidente, Groupe d'Experts en sensibilisation de l'ICA</p>	<p><b>Faire face au changement climatique avec les méthodes traditionnelles : les archives des îles du Pacifique et la lutte pour la défense de leur patrimoine culturel</b></p>	<p>Cet exposé illustrera la façon dont les habitants des îles du Pacifique utilisent leurs méthodes traditionnelles pour lutter contre les menaces provoquées par le changement climatique. En s'inspirant de cette attitude proactive et de l'utilisation des compétences traditionnelles, les responsables de la sauvegarde du patrimoine culturel peuvent aussi apprendre à être plus résilients. Les techniques mises en œuvre par les archivistes de la région des îles du Pacifique feront, espérons-le, figure d'exemple et inspireront les organisations du patrimoine culturel mondial dont les fonds sont menacés par le changement climatique.</p>	EN	<p>Brandon Oswald Directeur exécutif, Island Culture Archival Support (Soutien pour les archives culturelles insulaires)</p>	États-Unis
		<p><b>Les impacts climatiques sur la conservation des documents en République de Djibouti</b></p>	<p>Dans cet exposé, nous nous intéresserons à un facteur de dégradation externe qui affecte les archives : les conditions climatiques et leurs éventuels effets sur la conservation documentaire en République de Djibouti. Il a le mérite d'être le premier travail de ce genre dans ce pays. Les résultats de l'étude offriront une meilleure connaissance des conditions de conservation adaptées au contexte climatique de notre pays et pourraient même être utilisés par les unités de documentation en vue d'améliorer leurs modes de conservation.</p>	FR	<p>Djama Mohamed Chiridon Enseignant – assistant à la Faculté des Lettres, Langues et Sciences Humaines (FLLSH), Université de Djibouti</p>	Djibouti
		<p><b>IDEP : Un système de partenariat collaboratif pour préserver les documents en péril</b></p>	<p>Les archives jouent un rôle essentiel en tant que gardiennes de la mémoire collective des communautés. Malheureusement, les ressources permettant aux dépositaires d'archives locaux de conserver les témoignages culturels, sociaux, politiques et historiques font cruellement défaut. Le Projet éphémère numérique international (IDEP – International Digital Ephemera Project) tente de relever ces défis. L'IDEP fait appel à une nouvelle génération de modèle dématérialisé pour la collecte de documents. Il met l'accent sur le développement des capacités et de la numérisation, dans le but de préserver les documents en péril et de permettre la diffusion des contenus auprès d'un large public.</p>	EN	<p>Rosalie Lack Chargée de projet, Université de Californie, Los Angeles (UCLA)</p>	États-Unis